

Les crédits

Je ne sais pas si la députée écoute ou non lorsqu'elle s'entretient avec les gens, mais si elle écoute, elle saura que c'est ce que disent les Canadiens. C'est une des raisons pour lesquelles le taux de chômage est si élevé au Canada, particulièrement en Ontario. Chaque semaine, semaine après semaine, il y a au moins une usine qui annonce qu'elle fermera ses portes pour déménager aux États-Unis.

Le gouvernement veut maintenant élargir l'Accord de libre-échange pour y inclure le Mexique en faisant adopter l'accord de libre-échange nord-américain, ou ALÉNA. C'est ainsi que nous verrons d'autres usines fermer leurs portes ici pour aller s'installer au Mexique où les salaires sont très bas, où les normes environnementales sont pour ainsi dire inexistantes et où les programmes sociaux sont archaïques comparativement aux nôtres.

Les conservateurs sont en train de brader notre pays, notre âme, nos emplois. Ils les vendent à vil prix aux États-Unis et les vendront très bientôt au Mexique. Le temps est venu pour le Canada de s'occuper de son propre destin, d'abroger l'Accord de libre-échange, de rejeter l'ALÉNA, d'exiger du gouvernement qu'il présente au Parlement un plan national de relance de l'emploi.

Ce n'est pas ce que nous offre le budget et c'est pourquoi, l'autre soir, à Calgary, le whip en chef du gouvernement a eu le courage de dire que le budget était une «honte». Depuis que je siége au Parlement, je n'ai pas souvent vu le whip en chef d'un gouvernement déclarer quelques jours après la présentation d'un budget: «Je n'appuie pas ce budget, aucune vision d'avenir ne s'en dégage, il ne contient aucun plan, c'est une véritable honte».

Au Canada, nous avons la chance de pouvoir faire les choses comme aucun autre pays. Nous avons des gens compétents et nous avons le bonheur de posséder des ressources en abondance et nous avons tout le potentiel nécessaire pour réaliser de grandes choses au cours du XXI^e siècle. Si nous ne prenons pas la destinée de notre propre pays en main, si nous n'organisons pas nos priorités pour réaliser un rêve national, pour avoir une vision nationale et pour renforcer nos liens est-ouest, nous allons perdre notre pays. Déjà, une bonne partie de notre pays se réoriente dans un axe nord-sud.

Aucun premier ministre et aucun gouvernement n'ont transformé aussi radicalement notre pays que les gens que nous avons devant nous et qui nous ont imposé les privatisations, la déréglementation, le libre-échange avec les États-Unis et maintenant avec le Mexique, ainsi que la TPS. La vision que le Parti conservateur s'est formée du Canada fait de ce parti le parti républicain du Nord, rien de plus.

Comme Hugh Segal, ancien chef de cabinet du premier ministre le disait: «Dans ce parti, le Parti conservateur, nous sommes tous des conservateurs manière Mulroney.» Donc, le nom du prochain chef du parti importe peu, un conservateur est un conservateur et ne sera jamais rien d'autre. Que ce soit le ministre de la Justice ou le ministre de l'Environnement, nous aurons toujours les mêmes vieilles politiques réchauffées. C'est pourquoi, cet été ou l'automne prochain, les Canadiens devraient se débarrasser du Parti conservateur pour élire un nouveau gouvernement.

• (1140)

Mme Barbara Sparrow (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, j'ai écouté l'intervention de mon collègue de la Saskatchewan et je tiens à lui dire que j'écoute les habitants de ma circonscription. D'ailleurs, je vais lui dire ce qu'ils me confient. Ils me disent que le gouvernement aurait dû prévoir plus de compressions budgétaires. Je veux signaler aussi que nous avons une vision du Canada, une vision qui nous permettra de soutenir la concurrence internationale au XXI^e siècle. De grands changements sont survenus.

Je veux revenir aux éléments fondamentaux. Ce sont tous les mêmes contribuables qui paient les impôts municipaux, provinciaux et fédéraux. Dans son dernier budget, le ministre des Finances affirme qu'il n'impose aucune taxe nouvelle, ni aucun impôt nouveau.

Deuxièmement, le budget prévoit 30,7 milliards de réductions échelonnées sur cinq ans. Ces réductions s'appliquent aux dépenses discrétionnaires dont la Chambre dispose. Cependant, nous n'avons pas touché aux 67,4 milliards de dollars versés, sous forme de paiements de transfert aux particuliers ou aux deux autres niveaux de gouvernement.

Les paiements de transfert représentent entre 60 et 65 p. 100 de toutes nos dépenses. Ils comprennent les prestations de la sécurité de la vieillesse, les prestations d'assurance-chômage, les sommes consacrées au financement des programmes établis et au Régime d'assistance publique du Canada ainsi que les paiements de péréquation. Ils forment un élément important de notre régime de sécurité sociale.

Le gouvernement ne prendra pas de décisions unilatérales. Nous consulterons nos homologues provinciaux et, bien sûr, la population du Canada. Au cours de son exposé budgétaire, le ministre des Finances a déclaré qu'il examinerait la situation avec ses collègues les 30 et 31 mai prochains.

J'ai quelques questions à poser à mon collègue de la Saskatchewan. Comme il se plaint de la TPS, peut-il nous dire où est la remise de la taxe de vente de l'Ontario? Son parti propose un plan de création d'emplois. Où prendra-